

Plan de relance ou comment le gouvernement fait l'impasse sur les services publics ?

8 septembre 2020



Depuis l'annonce du plan de relance qui ignore significativement les services publics, sauf sous le prisme d'un financement donné à la « transition numérique », la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques n'a de cesse de communiquer autour du thème « les agent-es publics sont les agent-es de la relance ».

Pour Solidaires, les agent-es publics sont les agent-es des services publics. Leur mission, puisqu'il semble nécessaire de le rappeler, est d'assurer et d'exercer les services publics dont le rôle est notamment de permettre la cohésion sociale, assurer la réduction des inégalités, l'accès à l'éducation, la santé, la culture, etc., bref de répondre aux besoins des populations.

En période de crise telle que nous la connaissons, tant sanitaire qu'économique, on voit ainsi bien à quoi servent les agent-es publics.

On ne peut, sauf à donner un signe très particulier et on ne peut douter qu'il s'agit bien de la volonté du gouvernement, annoncer que désormais les agent-es publics, qui ont été exemplaires, mais pour qui notamment toute revalorisation salariale a été écartée d'un revers de main, sont désormais des agent-es de la relance et donc soyons honnêtes tourné-es exclusivement vers les besoins des entreprises (et peut-

être avant tout de leurs actionnaires ou de leurs dirigeant.es) notamment au travers d'allègements d'impôts et de « charges sociales » sans contreparties exigées pour les entreprises.

Pour accentuer encore cette orientation, la ministre lance, comme l'avait fait en son temps Gérard Darmanin, avec son forum de l'action publique, une « consultation » des agent-es. Deux questions pour le moins biaisées et orientées leurs sont posés : Quelle est la mesure principale pour simplifier l'action publique pour faciliter la relance ? Quelle mesure pour travailler plus efficacement et mieux remplir les objectifs ?

C'est donc cela le seul enjeu et les seules réponses possibles ? Le problème se résumerait donc à un seul besoin de simplification et d'efficacité pour mieux remplir des objectifs ?

Les missions publiques (celles dont ont besoin les citoyen.nes et pas avant tout le patronat) sont mises à mal par les suppressions d'emplois année après année entraînant un fonctionnement des services à flux tendu et des conditions de travail dégradées pour les agent-es, par les réformes à marche forcée qui bien loin de permettre à la population d'avoir accès à l'ensemble des services publics sur l'ensemble des territoires détruisent chaque fois un peu plus l'organisation des services.

Pour Solidaires, les agent-es publics doivent pouvoir exercer pleinement les missions de service public, car elles contribuent à la cohésion de notre société, à la redistribution des richesses. Mais il faut pour cela des moyens humains, matériels et cela ne se résume ni par la simplification ni par la transition numérique. Pour Solidaires, les services publics ne sont pas un coût pour la société, mais contribuent à son bon fonctionnement de manière solidaire, égalitaire et démocratique dans l'intérêt général.

PLAN DE RELANCE DU COMMENT LE GOUVERNEMENT FAIT L'IMPASSE SUR LES SERVICES PUBLICS ?

Depuis l'annonce du plan de relance qui ignore significativement les services publics, sauf sous le prisme d'un financement donné à la « transition numérique », la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques n'a de cesse de communiquer autour du thème « les agent-es publics sont les agent-es de la relance ».

Pour **Solidaires**, les agent-es publics sont les agent-es des services publics. Leur mission, puisqu'il semble nécessaire de le rappeler, est d'assurer et d'exercer les services publics dont le rôle est notamment de permettre la cohésion sociale, assurer la réduction des inégalités, l'accès à l'éducation, la santé, la culture, etc., bref de répondre aux besoins des populations.

En période de crise telle que nous la connaissons, tant sanitaire qu'économique, on voit ainsi bien à quoi servent les agent-es publics.

On ne peut, sauf à donner un signe très particulier et on ne peut douter qu'il s'agit bien de la volonté du gouvernement, annoncer que désormais les agent-es publics, qui ont été exemplaires, mais pour qui notamment toute revalorisation salariale a été écartée d'un revers de main, sont désormais des agent-es de la relance et donc soyons honnêtes tourné-es exclusivement vers les besoins des entreprises (et peut-être avant tout de leurs actionnaires ou de leurs dirigeant-es) notamment au travers d'allègements d'impôts et de « charges sociales » sans contreparties exigées pour les entreprises.

Pour accentuer encore cette orientation, la ministre lance, comme l'avait fait en son temps Gérard Darmanin, avec son forum de l'action publique, une « consultation » des agent-es. Deux questions pour le moins biaisées et orientées leurs sont posés : Quelle est la mesure principale pour simplifier l'action publique pour faciliter la relance ? Quelle mesure pour travailler plus efficacement et mieux remplir les objectifs ?

C'est donc cela le seul enjeu et les seules réponses possibles ? Le problème se résumerait donc à un seul besoin de simplification et d'efficacité pour mieux remplir des objectifs ?

Les missions publiques (celles dont ont besoin les citoyen.nes et pas avant tout le patronat) sont mises à mal par les suppressions d'emplois année après année entraînant un fonctionnement des services à flux tendu et des conditions de travail dégradées pour les agent-es, par les réformes à marche forcée qui bien loin de permettre à la population d'avoir accès à l'ensemble des services publics sur l'ensemble des territoires détruisent chaque fois un peu plus l'organisation des services.

Pour **Solidaires**, les agent-es publics doivent pouvoir exercer pleinement les missions de service public, car elles contribuent à la cohésion de notre société, à la redistribution des richesses. Mais il faut pour cela des moyens humains, matériels et cela ne se résume ni par la simplification ni par la transition numérique. Pour **Solidaires**, les services publics ne sont pas un coût pour la société, mais contribuent à son bon fonctionnement de manière solidaire, égalitaire et démocratique dans l'intérêt général.

- **Emplacement : ré-agir ensemble** > Mobilisations et actualités > Actualités >

- Adresse de cet article :

<https://ancien.solidaires.org/Plan-de-relande-ou-comment-le-gouvernement-fait-l-impasse-sur-les-services>